

biens propres, partagea

Le Bureau pour l'égalité des sexes a l'intention de s'assurer en 2005 que les données ventilées par sexe sont accessibles au public grâce à un programme de publication.

Question 6

Conformément au chapitre 6 intitulé « Droits fondamentaux de la femme » de la Politique nationale pour la promotion de l'égalité entre les sexes, il est prévu de créer un groupe de travail chargé de rassembler les don

Le Progr

sont le Ministère de la justice, le Ministère de l

- De participer à l'élaboration des documents relatifs aux mesures d'intégration que prend la République de Croatie au moyen de la modification et de l'adaptation de la législation et de l'adoption de mesures gouvernementales visant à instaurer l'égalité des sexes conformément aux normes appliquées dans la législation et les programmes de l'Union européenne;
- De préparer des projets de lois

commissions parlementaires, la représentation des femmes

transporte, incite à acheter, à vendre ou à donner ou s'entremet à cette fin, cache ou accueille un enfant ou un mineur en vue de le tenir en esclavage ou dans un état analogue à l'esclavage, au travail forcé ou la servitude, ou aux fins d'exploitation sexuelle, de prostitution, ou de transplantation illégale d'organes, ou quiconque tient un enfant ou un mineur en esclavage ou dans un état analogue à l'esclavage.

3) Si les infractions pénales visées aux paragraphes 1 ou 2 ont été commises dans le cadre d'un groupe ou d'une organisation criminelle ou à l'égard de plusieurs personnes, ou ont entraîné la mort d'une ou de plusieurs personnes, l'auteur sera puni d'une peine d'emprisonnement de cinq ans ou plus ou d'une peine d'emprisonnement de longue durée.

4) Le consentement de la personne soumise au travail forcé ou à l'exploitation sexuelle, ou tenue en servitude ou en esclavage ou dans un état analogue à l'esclavage, ou soumise à la transplantation illégale d'organes, est sans effet sur l'existence de l'infraction pénale visée aux paragraphes 1 ou 2.

Un atelier a été organisé à la fin du mois de juin 2004 par le Bu

Dans la nouvelle politique de la famille, l'idée

Questions 18 et 19

Pour parvenir à la pleine égalité des hommes et des femmes il importe tout particulièrement d'améliorer la position des femmes sur le marché du travail – difficultés d'emploi et faibles salaires –, c'est-à

surtout des femmes et ceux qui emploient

Les femmes réfugiées

Question 21

Le 12 juin 2003, le Parlement croate a adopté la loi sur l'asile qui prescrit les principes, les conditions et les procédures d'octroi d'asile et de protection temporaire, les droits et les obligations des demandeurs d'asile, ceux auxquels l'asile est octroyé et les citoyens étrangers qui bénéficient d'une protection temporaire, ainsi que les conditions et les procédures visant à abolir le statut de demandeur d'asile à la fin de la protection temporaire des citoyens étrangers en République de Croatie.

La loi sur l'asile est entrée en vigueur en juillet 2004. En vertu de l'article 14, lorsque le demandeur d'asile est une femme, les organes d'État responsables veilleront, si possible, à ce que la procédure soit dirigée par une femme et il est aussi prévu de veiller à la présence d'une traductrice. Il existe un Centre pour les demandeurs d'asile en République de Croatie (à Šašna Greda) et on procède actuellement à la construction d'un abri à Stubi ka Slatina.

Éducation et stéréotypes

Question 22

Aucun cas concernant spécifiquement la discrimination basée sur le sexe dans l'enseignement tertiaire ou en sciences n'a encore été soumis au Ministre des sciences, de l'éducation et des sports à titre individuel. La législation concernant l'éducation en République de Croatie crée des conditions rigoureusement égales pour tous, sans distinction de sexe, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur. La loi sur l'égalité entre les sexes prévoit un certain nombre d'instruments visant à éliminer toutes les formes

Question 23

Conformément au programme d'alphabétisation des adultes, le Ministère des sciences, de l'éducation et des sports et le Gouvernement de la République de Croatie envisagent l'alphabétisation des femmes âgées de plus de 65 ans qui, selon le recensement de 2001, seraient nombreuses à ne pas avoir terminé leurs études primaires.

En

L'objectif ici est de soumettre à un examen les femmes âgées de 50 à 65 ans, sur l'invitation de l'Institut de santé publique du district.

L'organe de coordination ~~pour l'égalité entre les sexes~~ de la ville de Zagreb a lancé en 2002 un projet intits

Charge de présentation en cas de litige

Article 2.d

Si un demandeur d'emploi ou un salarié, dans une situation de litige, signale des faits qui laissent penser que l'employeur a enfreint les dispositions de l'article 2 de la présente loi, cet employeur aura la responsabilité de prouver qu'il n'a pas exercé de discrimination ou qu'il/elle a respecté les dispositions de l'article 2.a.

Article 89 de la loi sur le travail

1) L'employeur a l'obligation de verser une rémunération identique aux femmes et aux hommes pour un t

3. L'accès à tous les types et niveaux d'éducation, d'orientation professionnelle, de formation professionnelle, de formation supplémentaire ou de formation à une autre profession;
4. Les conditions d'em